

A PARTIR D'AUJOURD'HUI  
LA CENSURE  
EST SUPPRIMÉE

# L'ÉTAT DE SIÈGE EST LEVÉ DANS TOUTE LA FRANCE EXCELSIOR

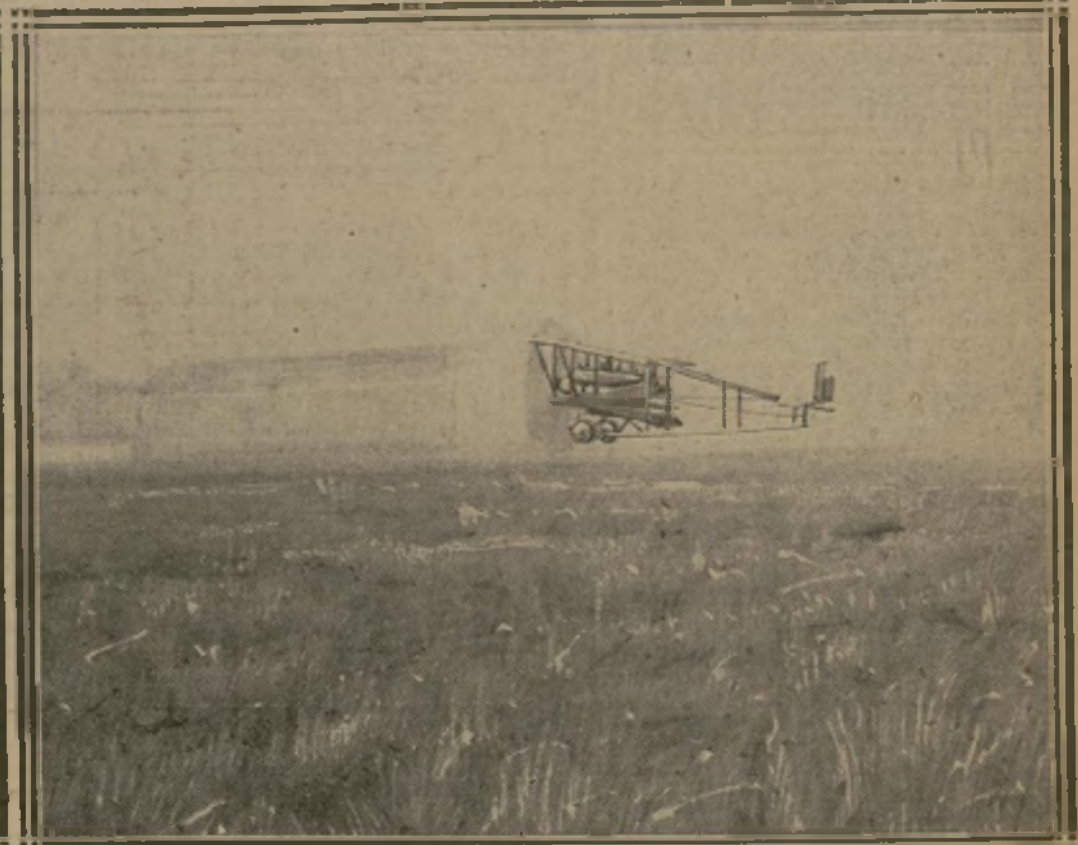
10<sup>e</sup> Année. — N° 3.249. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.  
Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON  
Téléphone : Gutenberg 09-73 - 09-75 - 15-00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.  
20, rue d'Enghien, Paris.

LUNDI  
13  
OCTOBRE  
1919

La crainte et l'espérance sont deux divinités également puissantes et qui vous commandent avec le même empire.  
THÉOGNIS.

## APRÈS TROIS FAUX DÉPARTS POULET A DU REMETTRE SON ENVOLÉE A AUJOURD'HUI



L'AVION "LA MOUCHE" ENTOURÉ PAR LES SPECTATEURS

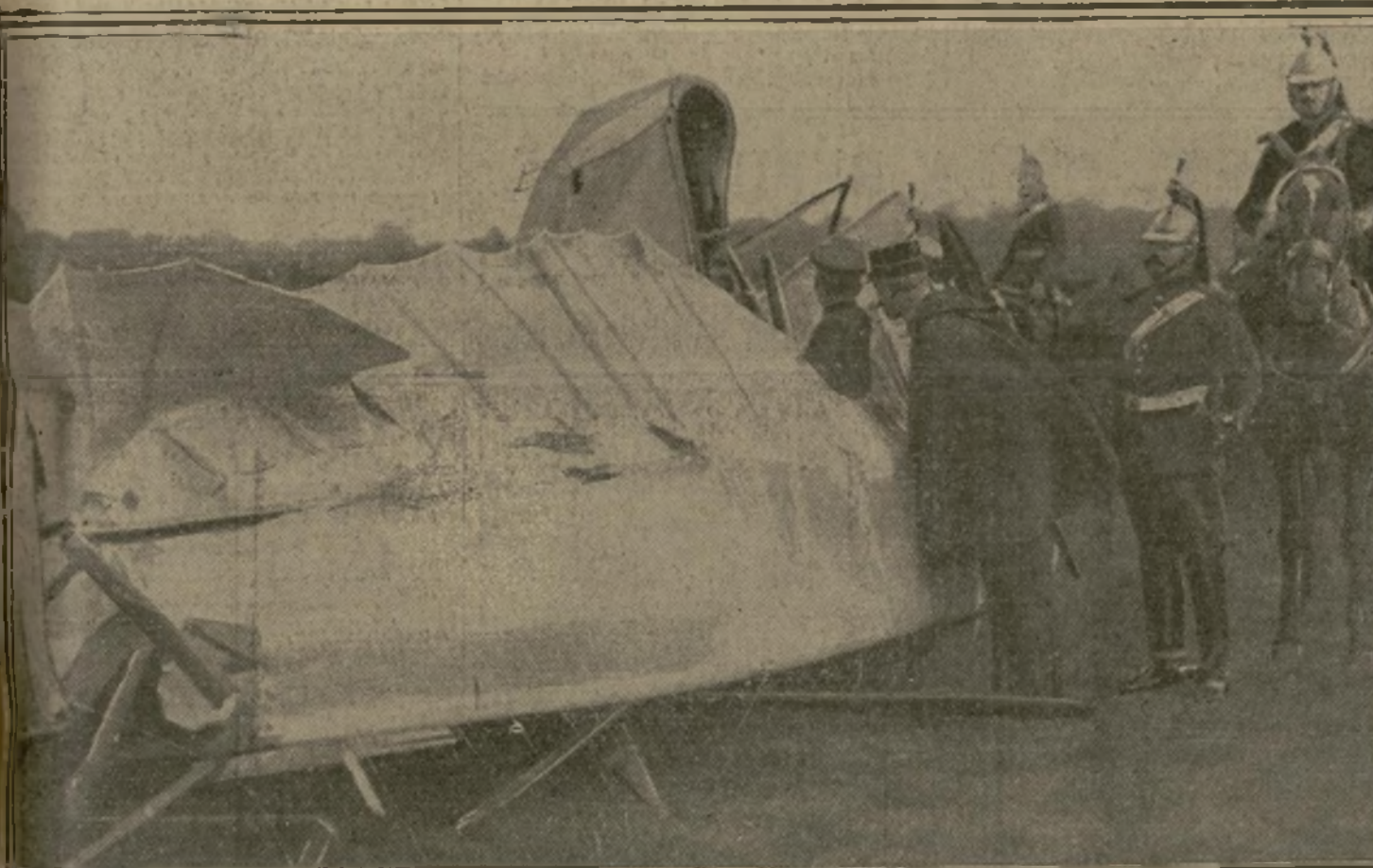
C'est hier, comme nous l'avions annoncé, que l'aviateur Poulet et son mécanicien Benoist devaient s'envoler vers l'Australie. En dépit d'un froid assez vif et de l'heure matinale, d'assez nombreux amis et spectateurs s'étaient rendus au champ de manœuvres d'Issy-les-Moulineaux pour témoigner leur sym-

LE FILS DE BENOIST APORTE DES FLEURS

pathie aux deux hardis aviateurs et les encourager de leurs souhaits. Malheureusement une brume assez épaisse stagnait sur la région parisienne. A 8 h. 15, à 10 h. 30 et à 13 h. 30, Poulet prit le départ. A chaque fois il dut revenir, éprouvant de la difficulté à repérer sa route. Il compte s'envoler ce matin.

LE PREMIER DÉPART, A 8 H. 15, A ISSY-LES-MOULINEAUX

## UN AVIATEUR SE POSE SUR LE CHAMP DE COURSES DE LONGCHAMP ET BRISE SON APPAREIL



L'APPAREIL SUR LA PELOUSE EN FACE DU MOULIN DE LONGCHAMP APRÈS L'ACCIDENT  
Hier, à 13 h. 35, l'aviateur Carrignan, atterrissant sur l'hippodrome de Longchamp, est venu déposer une dame à l'entrée du pesage. Il tenta de repartir, mais brisa son appareil, sans blesser, heureusement, les spectateurs déjà nombreux. Ceux-ci prirent assez mal une fantaisie dangereuse et qui aurait pu avoir de

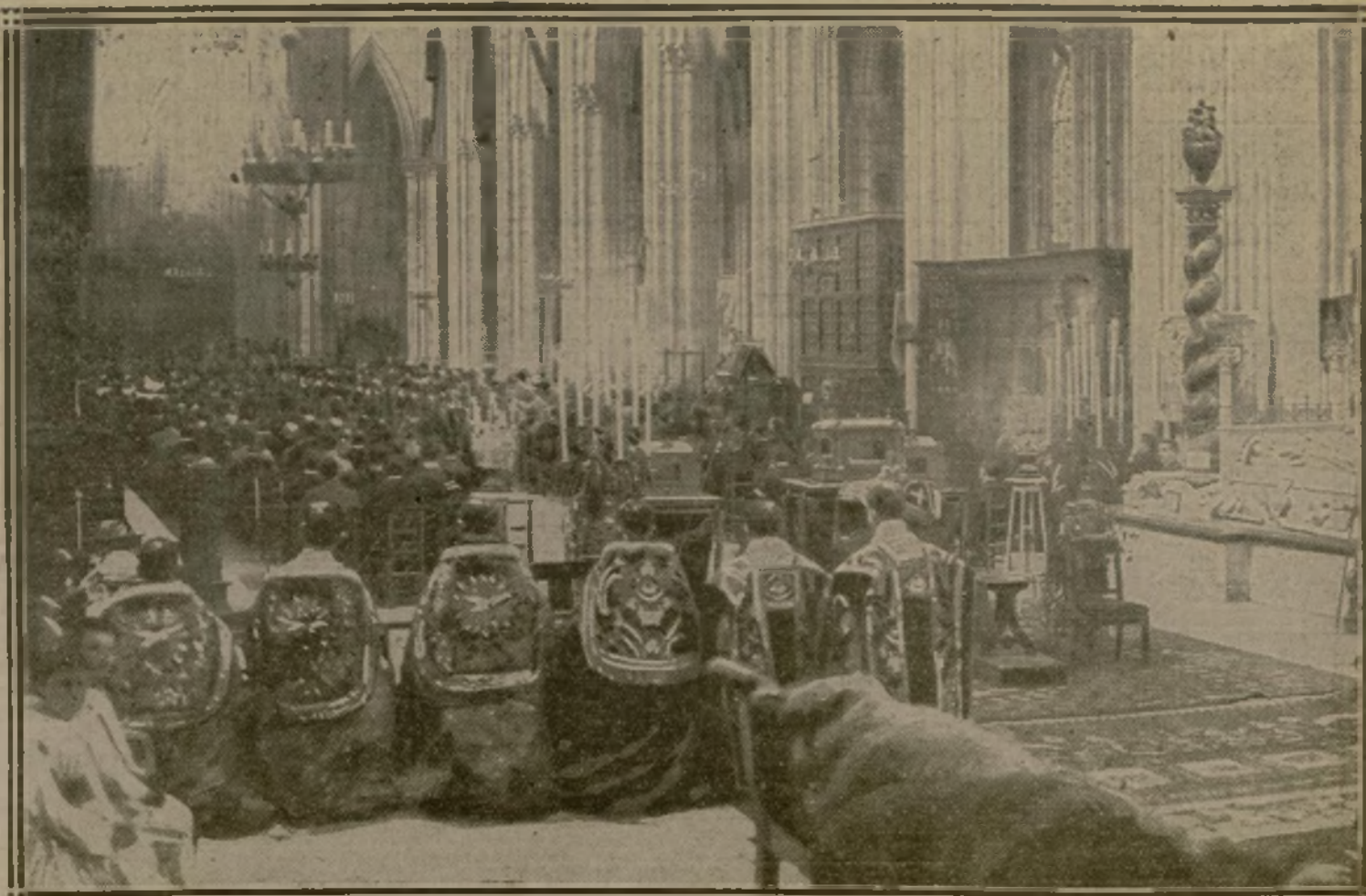
LES AGENTS EMMÈNENT L'AVIATEUR POUR LE SOUSTRAIRE A LA FOULE  
graves conséquences. Entouré par le public au moment où on le sortait des débris de son appareil, l'aviateur dut être protégé par la police. Conduit au poste avec sa passagère, le pilote s'est vu dresser procès-verbal. Depuis quelque temps déjà, les habitués des courses se plaignaient des imprudences des aviateurs.

## UNE GRANDE REVUE DES TROUPES LETTONNES A RIGA



AU PREMIER PLAN, A GAUCHE, SE TROUVE LE CHEF DE LA MISSION FRANÇAISE  
On annonce la chute de Riga. L'évacuation de la ville est certaine. Voici, au cours d'une revue des troupes, il y a quelques semaines : 1<sup>o</sup> Le docteur Szlupas, ministre plénipotentiaire de la Lithuanie; 2<sup>o</sup> M. Ulmanis, ministre président de la Lettonie; 3<sup>o</sup> M. Strandmann, ministre président de l'Estonie.

## L'ORIFLAMME DE SAINT-DENIS PORTÉE AU SACRÉ-CŒUR



LES CHASSES DES RELIQUES EXPOSÉES DANS LA BASILIQUE HIER APRÈS-MIDI  
A l'occasion de la consécration de la basilique de Montmartre, l'oriflamme de Saint-Denis a été transportée hier au Sacré-Cœur. En raison de l'état de santé de M<sup>re</sup> Amette, la procession se fit à l'intérieur de la basilique. Les étendards des villes martyres ornaient le sanctuaire autour des chasses des reliques.



# LE RETOUR DE LA FRANCE A L'ÉTAT DE PAIX L'ÉTAT DE SIÈGE EST LEVÉ LA CENSURE EST SUPPRIMÉE

## CE MATIN PROMULGATION DE LA LOI AUTORISANT M. POINCARÉ A SIGNER LE TRAITÉ DE PAIX

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté tous deux le projet de loi par lequel le président de la République est autorisé à ratifier et à faire exécuter le traité de paix signé à Versailles, le 28 juin 1919.

Cette loi, mais non encore le traité lui-même, se trouve promulguée ce matin, par le fait de sa publication au Journal officiel. Ce qui constitue le point de départ d'une série de formalités inévitables, lesquelles le traité de Versailles entrera en vigueur.

Ces formalités ne prendront guère que quelques jours, puisque, par application de l'un de ses articles, ladite convention doit avoir son effet dès que trois des principales puissances alliées l'auront sanctionnée. Or, cette condition se trouve remplie par les ratifications de l'Angleterre, de l'Italie et de la France.

Quels sont les différents stades de la procédure ? Tout d'abord, le président de la République, en vertu de la loi votée par le Parlement, signera le texte du traité.

Puis, les « instruments diplomatiques » — à savoir les documents constatant d'une part l'approbation du traité par l'Allemagne, d'autre part, sa ratification par les trois grandes puissances — ayant été réunis au Quai d'Orsay, un procès-verbal intervenant pour enregistrer cette opération de dépôt.

C'est ce procès-verbal qui servira de base à la promulgation, non plus de la loi, mais du traité lui-même, par application de l'article disant que « dès le premier jour du dépôt du traité, la loi entrera en vigueur entre les hautes parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié, pour le calcul de tous délais prévus par le présent traité, cette date sera la date de mise en vigueur ; à tous égards, le traité entrera en vigueur pour chaque puissance à la date du dépôt de sa ratification ».

Le Journal officiel, enfin, publiera un décret spécial portant promulgation, pour la France, du traité de Versailles.

Il en sera de même pour les traités de garantie avec l'Angleterre et les États-Unis, traités dont la loi portant approbation par le Parlement français paraît aussi ce matin à l'Officiel.

## LA FIN D'ANASTASIE

Une conversation avec le commandant Nusillard

De profundis ! Anastasie a vécu. Elle fut, malheureusement, la censure, elle fut — si l'on veut — l'ennemi de la France dans les quotidiens qu'elle fit blanchir ; elle fut la ruse des revues, des humoristes et des caricaturistes. Avec elle disparait l'institution la plus décriée de la guerre.

Le commandant Nusillard, qui dirigea la censure pendant cinq ans, devait pouvoir fournir sur elle de piquantes anecdotes. Avant qu'il fasse ses adieux au Bureau de la Presse, nous avons rendu visite au commandant, dont l'amabilité est si appréciée de tous ceux qui l'approchent.

Alors, mon commandant, lui disons-nous en l'abordant, vous êtes échappé ! C'est bien votre tour !

— Eh oui ! nous répond le commandant Nusillard, en nous invitant à nous asseoir. Et vous m'en voyez enchanté ! Comment ai-je pu résister durant cinq ans à des p-sauts répétés ? Comment suis-je parvenu, dans les moments les plus difficiles, à mener la chèvre et le chou ? Ma tâche fut délicate. Par bonheur, j'ai toujours eu affaire à des personnes sensées et intelligentes. Les rédacteurs en chef et les secrétaires de rédaction des journaux ne peuvent se rendre compte combien ils ont contribué à alléger mon labeur, par leur esprit avisé et réfléchi.

En puis-je vous affirmer, mon commandant, que vous remporterez en partant les sympathies unanimes de la presse ?

— Crovez que je les lui rends bien. Quand j'ai discuté avec un journaliste, je ne me suis jamais heurté à une mauvaise volonté quelconque de sa part. Il n'a pu se faire que nous ne tombions pas d'accord, car j'avais des consignes à exécuter, et je reconnaissais que ces consignes, à première vue du moins, n'ont pas toujours été inspirées par le bon sens, mais j'ai toujours trouvé dans la presse un très vif désir de conciliation et d'entente.

C'est sous les ministères de MM. Viviani et Briand que ma tâche fut particulière.



LE COMMANDANT NUSILLARD

lièrement ardue. A ce moment, régnait la censure d'union sacrée, et il me fallait veiller à l'échappage de toutes polémiques entre confrères, de toutes attaques contre les parlementaires et la République. Ah ! je vous assure que, certains soirs, je me faisais des cheveux blancs !

Rien n'était plus facile pour un journaliste que de demander l'échappage de

Il y a autant de différence entre une carrosserie munie de sièges « PULLMAN » et une carrosserie courante qu'entre un fauteuil de salon et une chaise de salle à manger. Ces sièges « PULLMAN » sont exposés au Salon de l'Automobile, stand LAMPELON n° 4, Galerie C.

Le Journal officiel public, ce matin, les deux décrets que voici :  
Est levé l'état de siège déclaré dans les 86 départements français, le territoire de Belfort, ainsi que dans les trois départements d'Algérie.  
La loi du 5 août 1914, réprimant les indiscrétions de la presse en temps de guerre, cessera d'être en vigueur à la date de promulgation du présent décret au Journal officiel.

## LES CONSÉQUENCES DE LA LEVÉE DE L'ÉTAT DE SIÈGE

Le droit de perquisition, de jour et de nuit, au domicile des citoyens échappé à l'autorité militaire, revient à l'autorité civile, et ne peut plus s'exercer que de jour.

La faculté qu'avait l'autorité militaire d'éloigner d'une région les individus ne l'habitant pas ordinairement et qu'elle jugeait indésirables est supprimée.

La possibilité d'ordonner la remise des armes et des munitions et d'en interdire la vente fait place à la liberté complète d'en vendre, acheter et détenir.

L'interdiction d'introduire en France certaines publications étrangères n'est plus prononcée par l'autorité militaire, mais par le ministre de l'Intérieur.

Les réunions publiques, qui étaient soumises à l'autorisation préalable, redeviennent libres comme par le passé.

La police des ports et de la navigation, qui était exercée par la marine, incombe de nouveau à la Sûreté générale.

L'heure de fermeture des établissements publics — cafés, restaurants, bals, etc. — est réglementée par les préfets et non plus par l'autorité militaire.

Le droit de réquisition échappe à l'autorité militaire.

Certains crimes ou délits, qui étaient soumis aux conseils de guerre, retombent sous la compétence de la juridiction civile.

D'une façon générale, tous les pouvoirs qui étaient détenus par les généraux commandant les régions reviennent, normalement, aux mains des préfets.

Les chemins de fer sont dérégulés.

tout ou partie d'une chronique que de faire comprendre aux lecteurs que la censure ayant supprimé cet article, la substance de celui-ci se retrouverait dans telle rubrique.

Il y a eu cependant, mon commandant, des saisies nombreuses.

— Je ne le nie pas. Mais, au fond, les saisies des journaux — et je rénumère seulement à ce moyen dans les cas où je ne pouvais l'éviter — n'ont jamais été préjudiciables à ceux qu'elles visaient ; au contraire !

— Et Excelsior que vous avez fait saisir deux fois ?

— Je n'ai qu'une saisie d'Excelsior présente à la mémoire. Vous avez publié en première page la photographie d'un tank. Il paraît que vous ne faisiez que reproduire un album emporté à un journal illustré américain. Quoi qu'il en soit, la censure américaine, qui recevait les mêmes ordres que nous, vous a demandé l'échappage du tank en question. Il était plus que probable

qu'à cette époque les Allemands avaient commencé la fabrication des tanks et que vous n'apportiez aucune entrave à la défense nationale, mais, comme vous n'avez pas consenti à échapper votre cliché, vous avez été saisi, toujours sur les injonctions de la censure américaine.

— Puis-je vous demander comment fonctionnait votre service ?

— J'en avais pris toute l'entière responsabilité. Tout devait revenir à moi. La rapidité avec laquelle je devais prendre mes décisions vous donne la justification de certaines mesures d'échappage. Il s'est trouvé que, dans la même soirée, trente-trois journaux différemment développant la même question, les uns avec une logique irréfutable, les autres avec des arguments discutables. Afin de ne pas provoquer de frottements d'amour-propre, j'ai dû donner des ordres pour supprimer tous les articles. J'ai pu me tromper ; je ne suis pas infallible, mais j'ai constamment agi avec la plus grande indépendance d'esprit

## LA MISE A EXÉCUTION DU TRAITÉ AURA LIEU APRÈS DES FORMALITÉS QUI SERONT BRÈVES

et d'opinion. C'est si vrai que j'ai eu comme consœurs des journalistes appartenant aux partis les plus avancés, et que j'ai souvent été obligé de revenir sur des échappages qu'ils exigeaient féroce des journaux auxquels ils collaboraient.

Depuis la signature de l'armistice, les consignes étaient évidemment moins strictes. J'ai eu cependant quelques alertes durant les premiers jours de paix. Un de mes collaborateurs, M. Marcel Berger, avait, dans un moment de distraction, oublié d'échapper les articles du traité de paix dans le Journal des Débats. J'avais reçu à ce sujet, de M. le président du Conseil, de qui je dépendais, les instructions les plus formelles. Le lendemain, j'étais obligé à mon grand regret, de me séparer de M. Berger. Or, deux jours après, M. Paul Reboux donnait son avis à un de vos confrères du soir qu'il publiait des renseignements dans le même sens que le Journal des Débats. Je m'aperçus de la chose quand les ballots étaient déjà expédiés aux messageries Hachette. Reboux voulait cependant l'interdire, et, muni de son carnet de chèques, il se rendit aux messageries et demanda à acheter tous les exemplaires du journal en question afin qu'aucun ne pût être mis en vente. Reboux en eut pour... quarante francs. Il ne s'agissait pas, vous pouvez bien l'excuser, de l'excuser.

Avant de prendre congé de nous, le commandant Nusillard tient à nous dire combien ses collaborateurs lui furent dévoués : « Le Bureau de la Presse était, nous déclarait-il, le dernier salon où l'on cause. Il y eut ici des notaires, des avocats, des écrivains, des auteurs dramatiques, des journalistes. L'on était entre gens de bonne compagnie, et tous s'acquiesçaient de leur travail avec une conscience à laquelle je suis heureux de rendre hommage. »

— Ne suis-je pas indiscipliné en vous demandant vos projets, mon commandant ?

— Des projets ? Je n'en ai aucun. Je vais prendre un peu de repos, car voilà cinq ans que je n'ai pas bougé d'ici. J'ignore ce que le gouvernement fera de moi dans la suite... (GASTON LEBEL.)

## LA NOUVELLE NOTE DU MARÉCHAL FOCH

## LA RÉPONSE DES ALLIÉS AU GOUVERNEMENT ALLEMAND MET EN DOUTE LES AFFIRMATIONS DE CELUI-CI D'AVOIR TOUT FAIT POUR RÉALISER L'ÉVACUATION DES PROVINCES BALTIQUES PAR VON DER GOLTZ

En présence de l'aggravation de la situation, la responsabilité du cabinet de Berlin est maintenue intégralement, et les mesures de coercition prévues le 27 septembre le demeurent aussi.

## UNE MISSION ALLIÉE SE RENDRA SUR PLACE

Les puissances alliées et associées ont fait parvenir, par l'intermédiaire du maréchal Foch, la note suivante au gouvernement allemand :

PARIS, 10 octobre. — Les gouvernements alliés et associés prennent acte des intentions formellement exprimées par le gouvernement allemand, dans sa note du 3 octobre, d'entreprendre et de poursuivre de la façon la plus énergique le retrait de ses troupes des régions baltiques et de Lithuanie.

Ils apprécient également l'opportunité des mesures arrêtées dans ce but par le gouvernement allemand.

Mais quand le gouvernement allemand affirme que les mesures prises par lui doivent l'absoudre de l'accusation d'avoir négligé de remplir ses obligations d'honneur fixées par les clauses de l'armistice, il est nécessaire de mettre en évidence que les ordres du gouvernement allemand, malgré les demandes et les réitérations répétées des gouvernements alliés et associés, ont été différés si longtemps, que le gouvernement allemand prétend maintenant qu'il est pratiquement impossible à les faire exécuter.

Il est difficile de ne pas croire que ce retard ait été délibérément calculé pour donner les résultats que le gouvernement allemand affecte maintenant de déplorer.

Il semble qu'il est, en effet, impossible d'expliquer autrement son refus de rappeler le général von der Goltz, qui a été son agent officiel pour créer la situation présente, caractérisée par une résistance ouverte aux injonctions légitimes des gouvernements alliés et associés. Pourquoi a-t-il refusé le rappel du général, rappel qui fut demandé trois fois ? Ayant été appelé à Berlin il y a quelques jours seulement, pourquoi fut-il renvoyé à dessein sur le théâtre de ses opérations, si ce n'est pour achever, grâce à l'autorité de son commandement officiel, l'organisation qui permet aujourd'hui au gouvernement allemand de prétendre que les troupes jusqu'ici payées, habillées, transportées par les soins du gouvernement se sont affranchies aujourd'hui de son autorité ?

Le général von der Goltz a-t-il agi contra-

ment à ses instructions ? S'il en est ainsi, quel son insubordination n'a-t-elle pas été, nous, soit par un congé formel, soit par un congé moyennement ?

A moins que le gouvernement allemand fournisse sur cette question des explications satisfaisantes que celles qu'il a données jusqu'ici, les gouvernements alliés et associés ne peuvent admettre que le gouvernement allemand ait accompli, selon ses affirmations, tout ce qui était en son pouvoir pour retirer les troupes allemandes des États baltiques.

Il résulte, d'ailleurs, des dernières nouvelles reçues de Latvie, que la situation s'est sensiblement aggravée par suite de l'offensive que les troupes allemandes ont prise le 8 octobre, dans la zone neutre germano-lituanienne, l'attaque des positions lituanaises par trains blindés, par avions et par obus asphyxiants, menant la ville de Riga, et provoquant la formation, Courland, d'un gouvernement germano-lituanien opposé au gouvernement local établi.

En présence de cette situation, les gouvernements alliés et associés maintiennent le principe de la responsabilité entière du gouvernement allemand dans l'exécution de l'évacuation, et ils entendent maintenir intégralement les mesures de coercition annoncées par leur télégramme du 27 septembre, tant que l'évacuation n'aura pas été enfin entreprise et poursuivie avec toute la célérité désirable.

Toutefois, dans le but de favoriser l'exécution de cette opération et de prêter assistance au gouvernement allemand, les gouvernements alliés et associés acceptent d'envoyer des représentants alliés, dont la mission consistera :

a) A prendre connaissance auprès du gouvernement allemand des mesures arrêtées par lui, en vue de régler les conditions de l'évacuation, comme aussi à lui proposer celles qu'ils jugeront utiles.

b) A exercer sur place et en toute liberté d'action le contrôle effectif de l'exécution de ces mesures.

La présence de la commission alliée sera exercée par un officier général, désigné par les gouvernements alliés et associés.

C'est seulement lorsque cet officier général aura fait connaître au conseil suprême des gouvernements alliés et associés que des opérations d'évacuation se poursuivent normalement, que l'arrêt des mesures prévues par le télégramme du 27 septembre pourra être envisagé.

Le gouvernement allemand est prié de veiller bien faire connaître sa réponse le plus tôt possible.

Il est avisé que les gouvernements alliés et associés le tiennent pour responsable de l'acte d'hostilité dont leurs représentants dans les provinces baltiques pourraient être l'objet de la part des troupes allemandes.

## NANCY EST DÉCORÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



M. SIMON, MAIRE DE NANCY, MONTRÉ LES ARMES DE LA VILLE DÉCORÉES. — LA FOULE SUR LA PLACE STANISLAS

## HOMMAGE A L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE

## M. RAYMOND POINCARÉ A REMIS HIER A NANCY LA LÉGION D'HONNEUR ET LA CROIX DE GUERRE

NANCY, 12 octobre. — M. Raymond Poincaré, président de la République, a tenu à remettre solennellement à la ville de Nancy, au cours d'une cérémonie spéciale, la croix de guerre et la Légion d'honneur, décernées à la ville pour le motif suivant, qui paraît aujourd'hui au Journal officiel :

Ville dont l'ardent patriotisme s'est affirmé magnifiquement au cours des épreuves de la guerre.

Directement menacée, a assisté avec le plus beau courage à la bataille du Grand-Couronné livrée pour la défendre : bombardée par avions, puis par pièces à longue portée, n'a jamais, malgré toutes les souffrances, perdu un seul mètre carré de son territoire. (Croix de guerre.)

Le train présidentiel entre en gare à 14 h. 30. Le président de la République est salué par M. Simon, maire de Nancy ; Second, préfet de Meurthe-et-Moselle ; le général Paulmier, commandant le 20<sup>e</sup> corps ; les généraux Mondésir, Addebert, Grange ; MM. Clapuis, sénateur ; de Wendel, Marin, députés.

Le cortège présidentiel traverse la ville au milieu d'un grand enthousiasme et se rend place Stanislas, où a lieu la cérémonie de la remise des décorations.

C'est dans ce cadre admirable, et devant une foule innombrable, que M. Raymond Poincaré prononce son discours. Il commence par rappeler comment Nancy, au milieu de la guerre, a démontré la vérité permanente de son ancienne devise : « Nil in se fuit ». Puis il dit dans quelles conditions la capitale lorraine dut être déclarée ville ouverte :

Après l'annexion, la défense de Nancy avait,

## LE SCRUTIN LÉGISLATIF DE DEMAIN

## M. ANATOLE FRANCE DÉCLINERA VRAISEMBLABLEMENT TOUTE CANDIDATURE AUX PROCHAINES ÉLECTIONS

Des premiers, nous avons annoncé la candidature aux prochaines élections législatives de M. Anatole France, proposée à la 17<sup>e</sup> section de la Fédération socialiste de la Seine par M. Guernut, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme.

La tentation était forte d'aller demander au maître si lui souriait la perspective d'un siège à la Chambre.

Nous fîmes donc le voyage de Tours. Notre réception fut grande de trouver vis-à-vis de M. Anatole France, la maison aux volets clos, sous l'ombre des vieux arbres, aux verdures déjà retombées par la plus riche palette d'automne. Mais nous apprîmes que M. Anatole France était, depuis quelques jours, dans les environs de Paris, où il avait appelé le soutien de la santé d'un des siens.

Toute mission pour imposer à l'illustre écrivain le désagrément d'une interview dans de telles conditions eût été inopportune.

Nous fîmes, cependant, assez heureux pour obtenir quelques confidences d'un homme que M. Anatole France honore de sa confiance et de son amitié.

C'est par les journaux, nous dit cet ami de l'illustre écrivain, que M. Anatole France a appris qu'il était proposé comme candidat par la 17<sup>e</sup> section de la Fédération socialiste de la Seine. Cette nouvelle n'a pas laissé de le surprendre, et de l'embarrasser un peu. Il considère — cela va sans dire — cette initiative comme un témoignage d'affection, auquel il est fort sensible. Mais je crois pouvoir vous affirmer sa décision formelle de décliner l'offre qui lui est faite. Le maître se résoudra, et s'excusera, sans doute, par une lettre ou-

verte à l'organe officiel du parti socialiste. Il se refusait à toute déclaration avant que l'Humanité ait publié sa réponse, qui ne saurait guère tarder.

— Serait-il indiscipliné de vous demander les raisons qui motivent le refus de M. Anatole France ?

— Mais... ces raisons se devinent. Les fatigues d'une campagne électorale et les occupations absorbantes d'un représentant du peuple soucieux de remplir consciencieusement son mandat sont difficilement conciliables avec les soins requis par la santé, fort bonne encore, mais parfois, délicate, d'un homme de lettres résolu à se consacrer tout entier à son œuvre littéraire. Il n'y a, à rien de déclinant pour le parti auquel M. Anatole France n'est pas peu fier d'appartenir. Peut-être estime-t-il pouvoir être plus utile à ses amis et à ses idées, en ne s'astreignant point aux besognes d'ordre administratif, qui prennent tant de temps aux députés, en contact permanent avec leurs électeurs.

Pardonnez encore à notre indiscrétion professionnelle. Le maître prépare-t-il la publication d'un nouvel ouvrage ?

— Notre interlocuteur sourit.

Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'il a, en ces jours-ci, de longs entretiens avec son éditeur, et qu'il travaille avec sa santé et son entrain coutumiers. Ne pensez-vous pas que la culture française a plus à gagner avec un nouveau livre de l'auteur de la Rôtisserie de la Reine Pédauque qu'avec d'obscurs travaux posthumes, estimables certes, mais auxquels M. Anatole France ne s'est point, jusqu'ici, spécialement préparé ?

Marcel PATY.

## UN PRÉLAT ROMAIN A PARIS

## UNE VISITE AU CARDINAL VICO LÉGAT DU PAPE

Le directeur de la Congrégation des Rites à Rome est venu à Paris pour participer aux fêtes du Sacré-Cœur.

Il se refuse à parler de certaine mission dont on le prétend chargé par le Vatican.

Le cardinal Vico, venu à Paris comme légat du pape et qui dirige, à Rome, la Congrégation des Rites, est depuis quarante-huit heures notre hôte. Il est arrivé dans le train royal qui mena si souvent le front Victor-Emmanuel III. Il doit assister à la consécration solennelle de la basilique du Sacré-Cœur par le cardinal Amleto Cicchiatti, et chanter la première messe qui suit cette grandiose cérémonie. Dans certains milieux, on dit, en outre, que le cardinal Vico a été chargé d'une mission sur le carapèdre de laquelle lui ne s'explique, mais que chacun pense deviner en raison des rapports du vénérable prélat avec le président du Conseil.

Mgr Vico a passé une grande partie de son existence dans la diplomatie pontificale, soit à Madrid, où il était nonce pendant le ministère Canalejas, lors de la lutte con-



LE CARDINAL VICO

les congrégations ; soit à Constantinople, Lisbonne, à Bruxelles, en Colombie, et, plus anciennement, à Paris, où il remplissait les fonctions d'auditeur de la nonciature à l'époque où Mgr de Rendu représentait le Vatican auprès du gouvernement de la République.

Nous avons rendu visite au cardinal Vico que nous avons trouvé recevant dans sa

**Steno**  
Dactylographie  
Comptabilité, Langues, etc.  
ÉCOLE PIGIER, 63, Rue de Valenciennes



5 HEURES  
DU  
MATIN

## DERNIÈRE HEURE

5 HEURES  
DU  
MATIN

LES CONTES D'EXCELSIOR

## LE PRINCE BÉNÉVOLE

par HORACE VAN OFFEL

## DANS LES PAYS BALTES

LES PUISSANCES ALLIÉES  
ONT DÉCRÉTÉ LE BLOCUS  
RÉDUIT DE LA BALTIQUE

Les troupes russo-allemandes ont atteint la rive ouest de la Duna, ce qui fait craindre la chute de Riga.

BALIE, 12 octobre. — On télégraphie de Berlin : Selon la *Stettiner Abend Post*, l'Entente a fait proclamer samedi le blocus réduit de la mer Baltique. Il est interdit aux navires allemands d'entrer dans les ports ou d'en sortir. Les bâtiments allemands rencontrés en mer seront saisis par les navires de l'Entente.

La flotte anglaise quitte Riga  
BALIE, 12 octobre. — Le *Lokal Anzeiger* apprend que la flotte anglaise stationnée en rade de Riga a été brusquement lancée, et est partie dans une direction inconnue.

La bataille pour Riga  
BALIE, 12 octobre. — On télégraphie de Berlin : D'après des renseignements puisés à bonne source, l'Europe Press annonce que l'armée russe occidentale a atteint la rive ouest de la Duna et les abords immédiats de Riga. Il est probable que cette armée comprend la division du major Bischoff, qui a rompu toute attache avec l'Allemagne et est passée sous le commandement russe.

Les Lettons reçoivent des renforts de l'Esthonie  
BALIE, 12 octobre. — Suivant des renseignements parvenus de Posen, le *Lokal Anzeiger* annonce que des colonnes importantes de troupes estoniennes marchent de Suwalki sur Riga, et qu'en outre, un transport avant à bord des contingents estoniens est en route vers Libau.

Le général Bermont déclaré traître  
STOCKHOLM, 12 octobre. — D'après une communication de Petrograd, le général Bermont a déclaré dans un ordre du jour que le général Bermont est un traître qui a refusé l'obéissance et qu'il est exclu de l'armée.

Le gouvernement letton s'installe à Rodempois  
STOCKHOLM, 12 octobre. — Communiqué esthonien du vendredi 12 octobre : Le gouvernement letton a quitté Riga et est maintenant à la gare de Rodempois ; les troupes lettonnes ont reçu l'ordre de se retirer et de traverser la Dvina. Après avoir franchi ce fleuve, elles ont fait sauter les ponts et occupé les bords du pont. Un bataillon d'artillerie et de mitrailleuses se développe entre les troupes lettonnes et allemandes.

Le traité de paix devant le Sénat américain  
WASHINGTON, 12 octobre. — Dans sa séance d'hier, le Sénat s'est occupé exclusivement des questions concernant la législation américaine et a délaissé la discussion du traité de paix.

En Belgique  
La grève des tramways de Bruxelles  
BRUXELLES, 12 octobre. — La grève des tramways s'est étendue à toutes les compagnies de tramways de Bruxelles.

Le général Mangin quitte Mayence  
MAYENCE, 12 octobre. — L'annonce du départ du général Mangin a provoqué dans la Rhénanie de nombreuses manifestations de respect et de sympathie.

M. Tony Raymond à la conférence de Washington  
NEW-YORK, 12 octobre. — L'annonce du départ du général Mangin a provoqué dans la Rhénanie de nombreuses manifestations de respect et de sympathie.

On demande à acheter d'occasion  
LIMOUSINE 20 CHEVAUX  
Don état de marche, Renault de préférence. Adresse : Agnion, 13, r. d'Enghien, Paris.

## EN ASIE MINEURE

LE GÉNÉRAL GOURAUD FAIT  
L'EXPOSÉ DE LA MISSION  
QU'IL VA REMPLIR EN SYRIE

Notre protectorat, dit-il, doit être souple et doux ; il doit comporter avant tout une politique de justice.

Le général Gouraud, haut commissaire de la République en Syrie et commandant en chef de l'armée du Levant, a fait les déclarations suivantes : La mission dont je suis chargé est, avant tout, d'ordre militaire. Elle consiste pour moi à relever d'abord les troupes ottomanes dans la région prévue par les accords franco-anglais relatifs au statut de la Syrie.

La juridiction du haut commissaire, commandant l'armée du Levant, ne s'étend pas aux villes de l'intérieur, Alep, Damas et Mossoul.

Comme il faut prendre la place des Anglais, les troupes françaises d'occupation devront avoir des effectifs supérieurs à ceux qu'elles ont en ce moment. Et ce seront surtout des troupes coloniales.

Je estime que notre protectorat en Syrie doit être souple et doux. Il devra tenir compte des modalités spéciales de la situation. Je tends à appliquer la même politique à la justice, celle-là même par laquelle je me suis fait des amis dans la monde musulman.

Vous ne demandez par quel miracle un catholique peut se faire aimer des mahométans ? Il n'y a pas de miracle là-dessus. Chacun, à la condition d'être brave et juste, réussira.

Comme il lui était demandé s'il avait un point sur lequel il désirait appeler spécialement l'attention du public, le général a répondu : une seconde. Puis : Je désire qu'on sache, nous dit-il, que j'entends continuer, en Syrie, d'intensifier avec les Anglais, et particulièrement avec leurs chefs militaires, les relations de cordialité que nous sommes toujours.

Le général semblera pour Beyrouth à la fin du mois.

CAFÉS ET RESTAURANTS OUVERTS  
JUSQU'A 1 HEURE DU MATIN  
En raison de la levée de l'état de siège, qui vient d'être décrétée par le président de la République, M. Raux, préfet de police, se propose de prolonger l'ouverture des cafés et restaurants.

Nous croyons savoir que cette prolongation aurait lieu jusqu'à 1 heure du matin.

Un gardien de la paix assassiné  
La nuit dernière, à 23 heures, comme le gardien de la paix François Bernard, du douzième arrondissement, était de service à la porte de Berry, il aperçut deux individus porteurs de ballois suspects. Il les interpella, mais ils lui répondirent à coups de revolver et s'enfuyèrent. Le malheureux agent, atteint de deux balles brisées à bout portant, est mort en arrivant à l'hôpital Saint-Antoine où il avait été transporté. Il était marié et avait deux enfants. Les auteurs de ce crime ont été recherchés et sont actuellement détenus.

Les fêtes en l'honneur du maréchal Joffre  
PERPIGNAN, 12 octobre. — Ce matin, à 9 heures, le maréchal Joffre, accompagné des autorités civiles et militaires, de toutes les sociétés de la ville, des anciens combattants, des députés, conseillers généraux et de tous les maires du département, s'est rendu à la promenade des Platanes, où, au cours d'une fête militaire, a eu lieu la remise au maréchal de souverains et d'honneurs offerts par les Roussillonnais et les Provençaux.

Le général Deville, commandant le 16<sup>e</sup> corps d'armée, a présenté les drapeaux et étendards de la 32<sup>e</sup> division au maréchal.

## EN ITALIE

M. GIOLITTI PRONONCE  
UN DISCOURS DESTINÉ  
À JUSTIFIER SA POLITIQUE

Il fait remonter la responsabilité de l'affaire de Fiume au ministère qui signa le pacte de Londres.

ROME, 12 octobre. — M. Giolitti a prononcé à Brera, devant ses électeurs, un très long discours. Justifiant son attitude avant et au cours de la guerre, M. Giolitti a fait l'historique du traité de la Triple-Alliance, qu'il a qualifié de traité purement défensif. Ainsi, précisait l'ancien président du Conseil, si l'un des trois alliés provoquait la guerre, les autres n'étaient pas obligés d'y participer, mais seulement de maintenir une neutralité benevolente. Le caractère de l'alliance permit au cabinet Giolitti d'éviter la guerre en 1913.

Lorsque, en 1914, la guerre éclata, M. Giolitti, qui se trouvait à Paris, exprima immédiatement, le 1<sup>er</sup> août, à l'ambassadeur d'Italie, l'opinion que l'Italie devait déclarer sa neutralité. Cette neutralité, ajouta M. Giolitti, fut le véritable salut de la France, qui put transporter ses armées du front italien contre l'Allemagne, et préparer ainsi la victoire de la Marne.

D'après l'orateur, la responsabilité de la question de Fiume remonte au ministère qui inscrivit dans le pacte de Londres la triste clause attribuant Fiume aux Croates.

M. Barzilai ne sera pas candidat aux élections  
ROME, 12 octobre. — M. Barzilai a adressé une lettre à ses anciens électeurs de Rome, déclarant qu'il ne présenterait pas sa candidature aux élections législatives.

Un démenti officiel  
ROME, 12 octobre. — On a largement répandu à l'étranger le bruit, reproduit par beaucoup de journaux, de l'imminente abdication du roi.

Le démenti est superflu en Italie, mais il ne l'est pas pour l'étranger, où, depuis quelques jours, on répand des nouvelles sensationnelles, concernant l'Italie, qui sont dépourvues de tout fondement.

Le conflit du remorquage à Marseille  
Marseille, 12 octobre. — Le président du groupement des armateurs du remorquage publie la communication suivante : Les manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs se trouvant dans le port ont été arrêtées par le 1<sup>er</sup> octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à la suite de l'incident intervenu le 2 octobre 1919, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain 3 octobre 1919, au moment des manœuvres brevoles de première et deuxième classe des remorqueurs, ont refusé de réintégrer. On lui avait offert son poste à



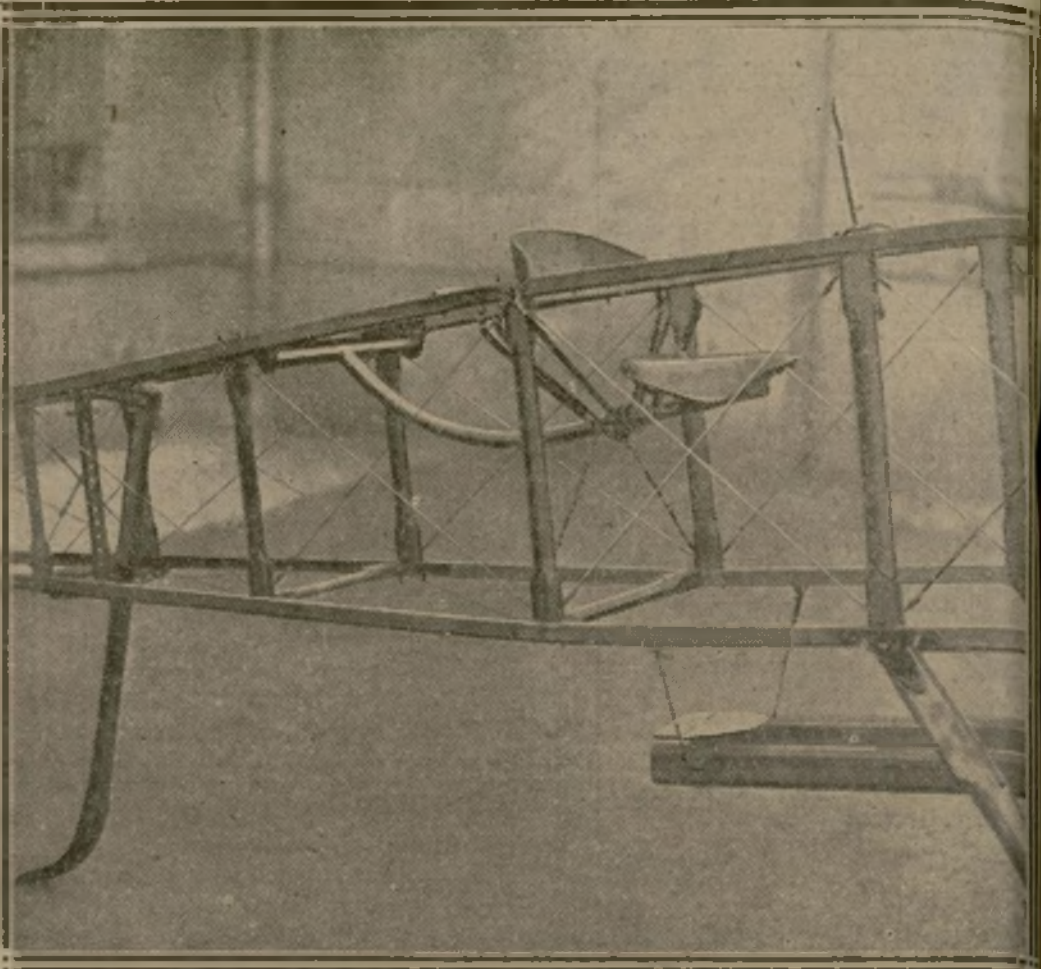
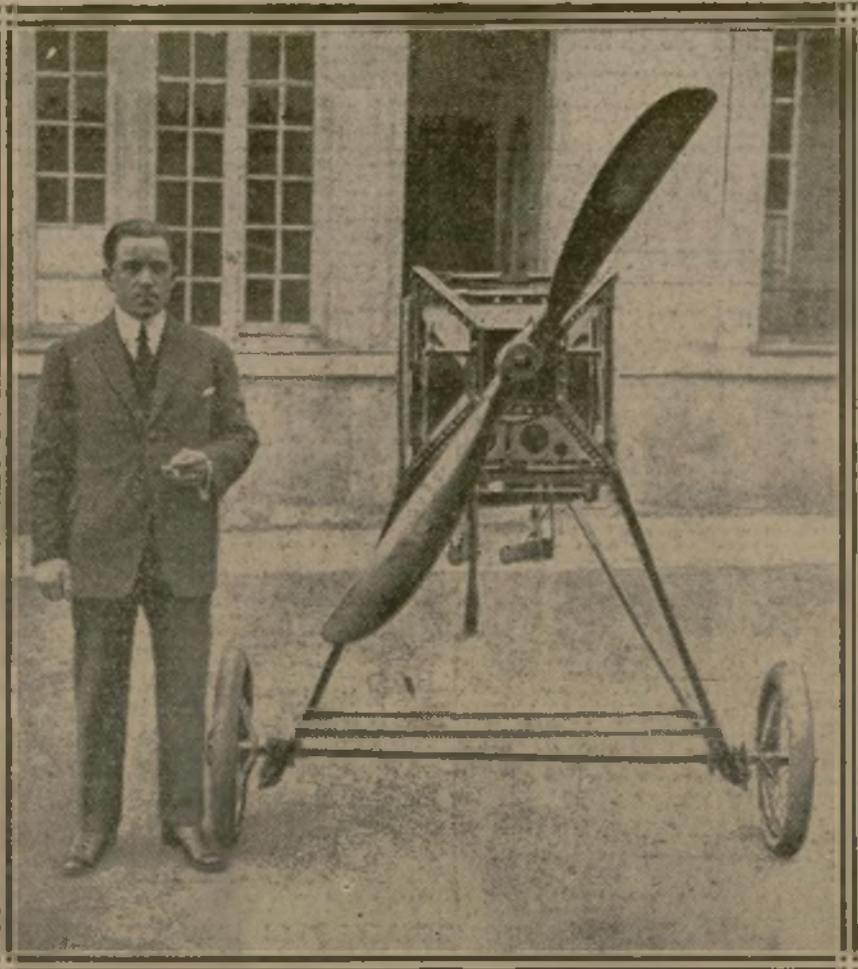
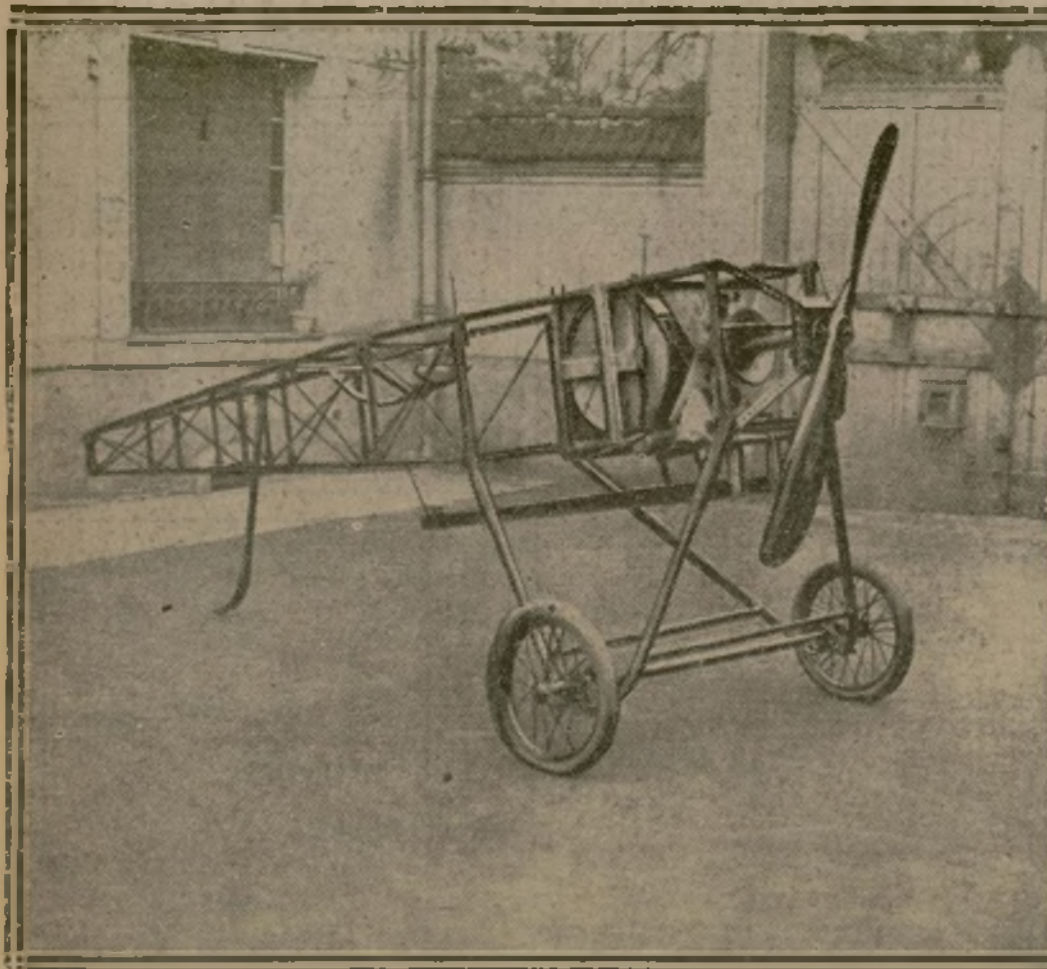








## T O U S L E S S P O R T S



1. LE FUSELAGE DE L'APPAREIL DE MAMET; 2. L'INVENTEUR DEVANT SON APPAREIL; 3. LE DISPOSITIF DU SIEGE

## AU SALON DE L'AUTOMOBILE

TOUTES LES VOITURES  
ONT UN CARACTÈRE  
NETTEMENT FRANÇAIS

C'est surtout la carrosserie qui attire et flatte l'œil par son cachet original, mais les châssis et les moteurs contribuent aussi à assurer le succès de l'exposition.

Le 15<sup>e</sup> Salon de l'Automobile, ouvert depuis jeudi au Grand Palais, connaît un succès très considérable. Une foule inépuisable se presse devant les différents stands, et, plus que jamais, malgré les livraisons à six mois, dans la loi de l'offre et de la demande, la demande est de beaucoup supérieure à l'offre, en matière automobile.

D'ailleurs, il faut avouer qu'au Salon tout est fait pour inciter ceux qui peuvent acheter une auto à s'en procurer une sans délai.

Les architectes ont fait preuve de beaucoup d'ingéniosité et de talent dans l'aménagement du cadre de ce Salon : est-il utile de dire, cependant, que c'est le tableau lumineux qui fait toute la valeur de l'exposition ?

Même pour celui qui est peu averti des choses de la mécanique, le spectacle d'un châssis d'automobile est intéressant : on y voit là, à nu, l'ossature, vigoureuse, précise, dégageant de la machine, dont le corps est le bloc-moteur, trappu, mystérieux, sur lequel les techniciens penchent leur tête curieuse. Mais c'est surtout le corps de l'automobile, autrement dit la carrosserie, qui attire et flatte l'œil : que ce soit une torpédo, découvrable, alésée, d'une élégance, d'une continuité, d'une sobriété de lignes incomparables, que ce soit un coupé, un carrosse, une limousine-salon, une auto-boulevard, ou même une berline codée sur les modèles du dix-huitième siècle, l'impression de fini, de parfait fini, est complète.

Voitures « utilitaires », destinées à la circulation dans les grandes agglomérations : voitures de grand tourisme, qui sillonnent les routes de France et aussi de l'étranger, toutes ont leur cachet personnel, leur marque d'originalité.

Le mérite de ces voitures est très divers : la multiplicité des cylindres est chose définitivement acquise ; les organes essentiels du moteur sont groupés en un bloc-moteur ; un exhausteur rend superflus et l'emploi des réservoirs sous pression, et celui des réservoirs en charge ; les voitures sont munies d'un démarrage et d'un équipement électrique ; le volant est, soit à gauche, pour les autos de ville, soit à droite, pour celles de grand tourisme ; enfin, que les voitures soient des torpédos ou des limousines, elles concourent vers un maximum de sobriété et de simplicité.

Nos constructeurs, en effet, s'ils ont su s'inspirer de l'ensemble de nos alliés d'Angleterre et d'Amérique, ont donné à toutes les voitures qui sortent de leurs usines un caractère bien spécifiquement français, et c'est, à n'en pas douter, ce qui rendra le 15<sup>e</sup> Salon de l'Automobile digne de ceux qui l'ont précédé, et à même de conserver à la France une place prépondérante dans le monde pour la construction automobile.

André GLARNER.

## FOOTBALL RUGBY

## Les résultats

S. C. U. F. bat Racing.....	27 à 9
Olympique bat A. S. F.....	14 à 0
Stade bat Universitaires.....	14 à 3

## En Province

Perpignan bat St. Toulousain..	13 à 0
Stade Bordelais b. Libourne..	31 à 3
Nantes bat S. A. Bordelais....	8 à 6
Bègles bat Burdigala.....	5 à 4
Bazas bat Saint-Macaire.....	32 à 3
Agen bat S. O. Périgourdin....	33 à 0
Bayonne bat Dax.....	8 à 0
Biarritz bat Jean-Macé.....	3 à 0
Rochefort bat Saint-Junien....	15 à 0
Albi bat Narbonne.....	5 à 3
Angoulême bat Cognac.....	8 à 0
Pau et Stadoceste Tarbais....	0 à 0
Le Boucau et Stade Tarbais....	43 à 0
Périgueux bat Ribérac.....	23 à 0
Carcassonne bat Castres.....	15 à 0
Toulouse O.E.C. bat Bergerac..	15 à 0
Cadet Gascogne bat Mezin.....	9 à 0

## CYCLISME

LARUE GAGNE LES 100 KILOMÈTRES  
DERRIÈRE MOTOS

Malgré le froid, la réunion eut lieu au Parc des Princes, et a donné les résultats suivants :

Scratch, 2.000 m. — 1. Desvilles, 2. Allier, 3. Bucher, 4. Balaud.

Scratch, 666 m. — Finale : 1. Fougère, 2. Gallet, 3. Berthier, 4. Pail.

Scratch, 1.333 m. — Finale : 1. Martin, 2. Perde, 3. Trouvé, 4. Lorrain.

Grand Prix de Boulogne 100 kil. derrière motos. — La prise des entraîneurs est bien faite : Séris, Linart, Larue, Vanderstuyft et Mamel sont ceux dans l'ordre.

Les dix premiers kilomètres sont couverts par Séris en 8 m. 21 s. 3/5 ; 2. Larue, à un demi-tour ; 3. Vanderstuyft, à 660 m. ; 4. Miquel, à 680 m. ; 5. Linart, à deux tours (ce dernier a une panne de moto).

20 kil. : 1. Larue, 46 m. 49 s. 2/5 ; 2. Vanderstuyft, à 500 m. ; 3. Miquel, à 600 m. ; 4. Linart, à deux tours et demi ; 5. Séris, à deux tours trois quarts (ce dernier change de machine au treizième kilomètre).

Dans la demi-heure : 35 kil. 950 par Larue, 50 kil. : 1. Larue, en 41 m. 51 s. 2/5 ; 2. Vanderstuyft, à 1.000 m. ; 3. Linart, à 1.500 m. Larue décolle, ayant crevé à l'arrière. Malgré son rapide changement de machine, Vanderstuyft passe en tête.

60 kil. : 1. Linart, en 52 m. 11 s. 3/5 ; 2. Vanderstuyft, à 800 m. ; 3. Larue, à 900 m. Linart creve peu après, et Vanderstuyft reprend la première place et couvre dans l'heure 68 kil.

Puis Larue repasse premier aux 70 kil. en 1 h. 1 m. 43 s. 2/5 ; 2. Vanderstuyft, à 1.000 m. ; 3. Linart, à 1.000 mètres.

Résultat final, 100 kil. : 1. Larue, en 1 h. 27 m. 38 s. 4/5 ; 2. Vanderstuyft, à 300 m. ; 3. Miquel, 4. Séris, 5. Linart.

## L'ATHLÉTISME FÉMININ

Hier, s'est disputé au stade Elizabeth, pour la quatrième fois, le critérium d'athlétisme féminin. Cette épreuve comportait des courses plates et de haies et des concours de saut et de poids. Mlle Suzanne Lieberhard a, de nouveau, facilement remporté le critérium, dont voici les résultats :

Américains, 1<sup>re</sup> division. — 1. Mlle S. Lieberhard, 2. Borgels, 3. Walker, 4. Delapierre, 5. Goret, 6. (ex æquo) J. Brule, J. Kusel et Janand, 9. Mariel, 10. (ex æquo) Joly, Goussard, 12. Micaud.

Américains, 2<sup>e</sup> division. — 1. Mlle A. Duteau, 2. Chatelet, 3. Chastel, 4. M. Duteau, 5. Oury, 6. Cadiès, 7. E. Pasquier, 8. Lestrat.

## ATHLÉTISME

Paris-Créteil. — La course annuelle Paris-Créteil (11 kil. 600) a été courue hier après-midi. En voici les résultats : 1. Walligier, en 39 m. 45 s. ; 2. Brancourt, à une poignée ; 3. Achère, 4. Manchon, 5. Moreau, 6. Lacroix, 7. Pilon, 8. Duhu, 9. Darilov, etc.

## FOOTBALL ASSOCIATION

## Championnat de Paris

Racing bat A. S. F.....	9 à 2
Suisse bat Légion.....	2 à 0
Olympique bat Bienfaisance..	9 à 1
Clichy bat Raincy.....	9 à 0
Levallois bat Vitry.....	3 à 2
Saint-Ouen bat Choisy.....	4 à 0
C. A. P. bat Générale.....	2 à 0
Red Star bat Club.....	5 à 1
Gallia bat Standard.....	8 à 0
Universitaires bat Stade.....	2 à 0

## LE CLASSEMENT

	MATCHES		POINTS
	Joués	Gagnés	
Levallois.....	3	3	6
Racing.....	3	3	6
Vitry.....	3	2	4
Olympique.....	3	2	4
Bienfaisance.....	3	1	3
Clichy.....	3	1	3
Raincy.....	3	1	2
Saint-Ouen.....	3	1	2
Choisy.....	3	0	1
A. S. F.....	3	0	0

## Groupe B

	MATCHES		POINTS
	Joués	Gagnés	
Gallia.....	3	2	5
Suisse.....	3	2	4
Légion.....	3	2	4
Universitaires.....	3	2	4
Red Star.....	3	2	4
C. A. P.....	3	1	3
Générale.....	3	1	3
Stade.....	3	1	2
Club Français.....	3	0	1
Standard.....	3	0	0

## LES GRANDS MATCHES DE BOXE

Paris est décidément devenu la capitale de la boxe et nous allons pouvoir assister cette semaine encore à une série de matches qui présenteront le plus grand intérêt. Ce sera d'abord, mercredi, le Continental Sporting Club qui nous convie à la salle Wagram au championnat de France des poids légers, qui mettra aux prises le tenant Papin et Marcel Denis. Ce dernier, qui s'enlève actuellement à Villemeux, en compagnie de Crigui et de Francis Charles, est actuellement en excellente forme et doit fournir contre Papin un match des plus intéressants.

Joué, le Continental organise, cette fois à la salle Marivaux, une rencontre entre Bidoud et Billy Williams. Les deux boxeurs feront le poids à 70 kilos et nul doute que ce match, comme tous ceux d'ailleurs auxquels participe le champion suisse, ne soit fort intéressant.

Enfin, vendredi, le Select Boxing Club organise, au Nouveau-Cirque, une rencontre entre le champion de France, poids mouches Bouzonnie et le Gallois Fred Dyer. Un autre combat mettra en présence Brévières et Eglesia.

Parmi les autres matches qui sont déjà annoncés, signalons, le 31 octobre, Badoud contre K.-O. Marchand au Nouveau-Cirque.

## BOXE

A Lyon. — Une grande soirée de boxe aura lieu au mouichall Oger, à Lyon, mercredi.

Marcel Moreau, que nous d'avions pas revu depuis la guerre, fera sa rentrée officielle contre l'excellent poids moyen anglais Woodman, qui a fourni de très bonnes rencontres contre K. O. Marchand et Pionier.

Au programme également un match de Lospasser, l'espoir lyonnais, contre Jarry, le sparring partner de Moreau, et une rencontre entre Cizeaux, le vainqueur de Gardin, contre Brise, qui a mis Bouzonnie en difficulté avant la guerre.

Belle réunion en perspective, comme on le voit.

## LE PROBLÈME DE L'AVIETTE

UN APPAREIL NOUVEAU  
IMAGINÉ PAR MAMET  
VA ÊTRE EXPÉRIMENTÉ

L'ancien mécanicien de Blériot, venu à son tour pilote d'avion, espère accomplir, avec son dispositif, des envolées de plusieurs centaines de mètres.

Le problème de l'aviette, dont les premiers essais de démonstration et de vol par Poulain n'ont pas été concluants, préoccupe en ce moment bon nombre de techniciens et de pilotes, et nous aurons sans doute à enregistrer sous peu des tentatives satisfaisantes. Demain, à Longchamp, Bouligant fera faire au pilote son aviette en vue du prix Bouligant. Très prochainement, un autre concurrent mettra en ligne : c'est Mamet, l'ancien mécanicien de Blériot du temps des vols roquais, qui, après avoir fait quelques tentatives, dont la plus connue est un système excellent d'amortisseurs pour les ailes, est devenu à son tour pilote d'avion avant de devenir pilote d'aviette.

Son aviette, qui ressemble à une machine frappante aux « couloirs » dont les pilotes des écoles d'aviation se servent pour apprendre à rouler droit, est un biplan à fuselage ; il n'a comme ressemblance à l'appareil de Poulain que la selle de la queue qui sert de siège au pilote. Deux pédales, semblables à celles des voitures remorqueuses, sont reliées par des bras à un volant qui actionne l'hélice. Chaque coup de pédale développe une force de 300 kilos ; l'hélice, quand l'appareil est en marche, peut atteindre une vitesse de 1.100 tours à la minute ; à vide, elle atteint 1.500 tours ; de plus Mamet a imaginé un « magasin d'énergie », sur lequel il agit naturellement le secret le plus complet, et qui doit lui permettre, au moment de rouler et même de décoller sans ailerons, de passer à l'attaque et de passer à la défense. Le pilote a à sa disposition la profondeur et la gaucherie comme dans les avions avec moteur.

Si l'aviette se comporte suivant les indications que Mamet fournit avec une précision extrême, il est certain que ce n'est pas un ou deux vols de 10 mètres de hauteur qui pourront être réalisés, mais une véritable envolée sur plusieurs centaines de mètres.

Mais nous n'en sommes pas encore contents-nous, en attendant que les premiers préparatifs soient terminés, de l'agiter la foi des inventeurs et des constructeurs dans le succès de leur aviette.

G. HANCOCK.

A P.U.S.T.E. — L'Union des Sociétés de Tir de France rappelle que ses séances de tir longue portée pour les jeunes gens des classes 1920 et 1921 sont absolument gratuites, et qu'il faut y prendre part, de se faire inscrire à l'Union des Sociétés de Tir de France.

— Samedi a eu lieu, au stand militaire de Saint-Denis, une séance de tir à longue portée à laquelle ont pris part 60 tireurs. Les résultats ont donné les résultats suivants :

Ont été classés par 7 balles : MM. Moreau, M. Daly, Sella, Guyader, Sicard, Sautou, Blier.

A la Jeune France VÊTEMENT de SPORTS LES MEILLEURS ASSORTIS CATALOGUE 13 AVENUE DES TERNES

BIGNAN SPORT  
GAZE BIEN.

JOE BECKETT

Champion d'Angleterre des poids lourds, qui combattra contre le champion d'Europe Georges Carpentier, le 4 décembre.



GEORGES BADOUD

Champion d'Europe des poids mi-moyens, qui combattra jeudi, à la salle Marivaux, contre l'Anglais Billy Williams.



## LE FOOTBALL A COLOMBES

1. Le jeune Buffet, gardien de but de l'A. S. F., à qui les avant du Racing ne laisseront hier, pas une minute de répit, va arrêter un ballon. — 2. Un départ des trois-quarts du Sci dans le match de rugby qu'ils gagnèrent contre le Racing. — 3. La mêlée se forme. — 4. La mêlée se disperse. — 5. La mêlée complètement dispersée, un des avant du S. C. U. F. va ouvrir le jeu sur ses trois-quarts. — Dans la deuxième photo, on aperçoit le capitaine du S. C. U. F., Fred Eluère, qui feinte et cherche l'ouverture pour passer à l'un de ses trois-quarts, qui se trouve à ses côtés.

Ayuntamiento de Madrid